



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Pôle Administratif des Installations Classées

Annecy, le 5 septembre 2017

RÉF : PAIC/MA/JC

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

ARRETE n° PAIC-2017-0059

Portant modification de l'emprise de l'installation d'incinération de déchets non-dangereux exploitée par la société SET Mont-Blanc sur le territoire de la commune de PASSY.

VU le code de l'environnement et notamment ses article R.181-45 et R.181-46,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, et notamment son article 43,

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de monsieur Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2014335-0003 du 1^{er} décembre 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant pour les départements de la région Rhône-Alpes,

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, modifié, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux,

VU la demande d'autorisation d'exploiter une installation d'incinération de déchets non dangereux et une déchetterie, datée du 5 août 1992, la demande d'y intégrer une installation de regroupement et de compactage de déchets provenant de la collecte sélective auprès des ménages transmise le 23 mai 2001, l'étude de mise en conformité avec l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 précité transmise le 26 juin 2003, la demande de modification des conditions d'exploitation du 18 octobre 2007 relative à la possibilité de réaliser un stockage temporaire de déchets conditionnés en balles, la demande du 20 septembre 2010 relative aux modalités de stockage des mâchefers, la demande du 14 décembre 2012 relative au bénéfice des droits acquis concernant la déchetterie et à la modification de certaines conditions d'exploitation notamment l'abaissement de la limite journalière de rejet atmosphérique en oxydes d'azote, la demande du 10 février 2014 portant sur l'adjonction à l'établissement d'une installation de broyage des déchets encombrants non-dangereux, la modification de la voie d'accès à la déchetterie et la création d'une plateforme de transit du verre ménager,

VU l'arrêté préfectoral n° 2014146-0018 du 26 mai 2014 autorisant et réglementant les activités d'incinération de déchets non-dangereux, de regroupement de déchets ménagers et de déchetterie exercées par la société SET Mont-Blanc, dans son établissement industriel situé 1159, rue de la Centrale sur le territoire de la commune de Passy,

VU la demande du 17 août 2017 de la société SET Mont-Blanc portant sur la réduction du périmètre de l'établissement,

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 25 août 2017 ;

CONSIDERANT que les terrains dont l'exploitant a sollicité l'exclusion du périmètre de son établissement n'ont jamais fait l'objet d'exploitation dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 1993 et de ses modifications successives,

CONSIDERANT que la modification sollicitée sera sans effet sur les dangers et inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dont les installations pourraient être à l'origine,

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

L'arrêté préfectoral n° 2014146-0018 du 26 mai 2014 précité est modifié comme suit :

- après le premier paragraphe de l'article 1, le paragraphe suivant est ajouté : « L'emprise de l'établissement est représentée sur le plan en annexe 7 »,
- une annexe 7 est ajoutée. Son contenu est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE:

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 3 – Publicité

Un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de PASSY pendant une durée minimale de quatre semaines.

Le maire de PASSY fera connaître par procès verbal adressé à la préfecture de la Haute-Savoie - Pôle Administratif des Installations Classées, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Savoie pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 4 – Exécution et ampliions

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée au maire de PASSY.

Pour ampliation,
Pour le préfet,
La chef de Pôle,

Michèle ASSOUS

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Signé

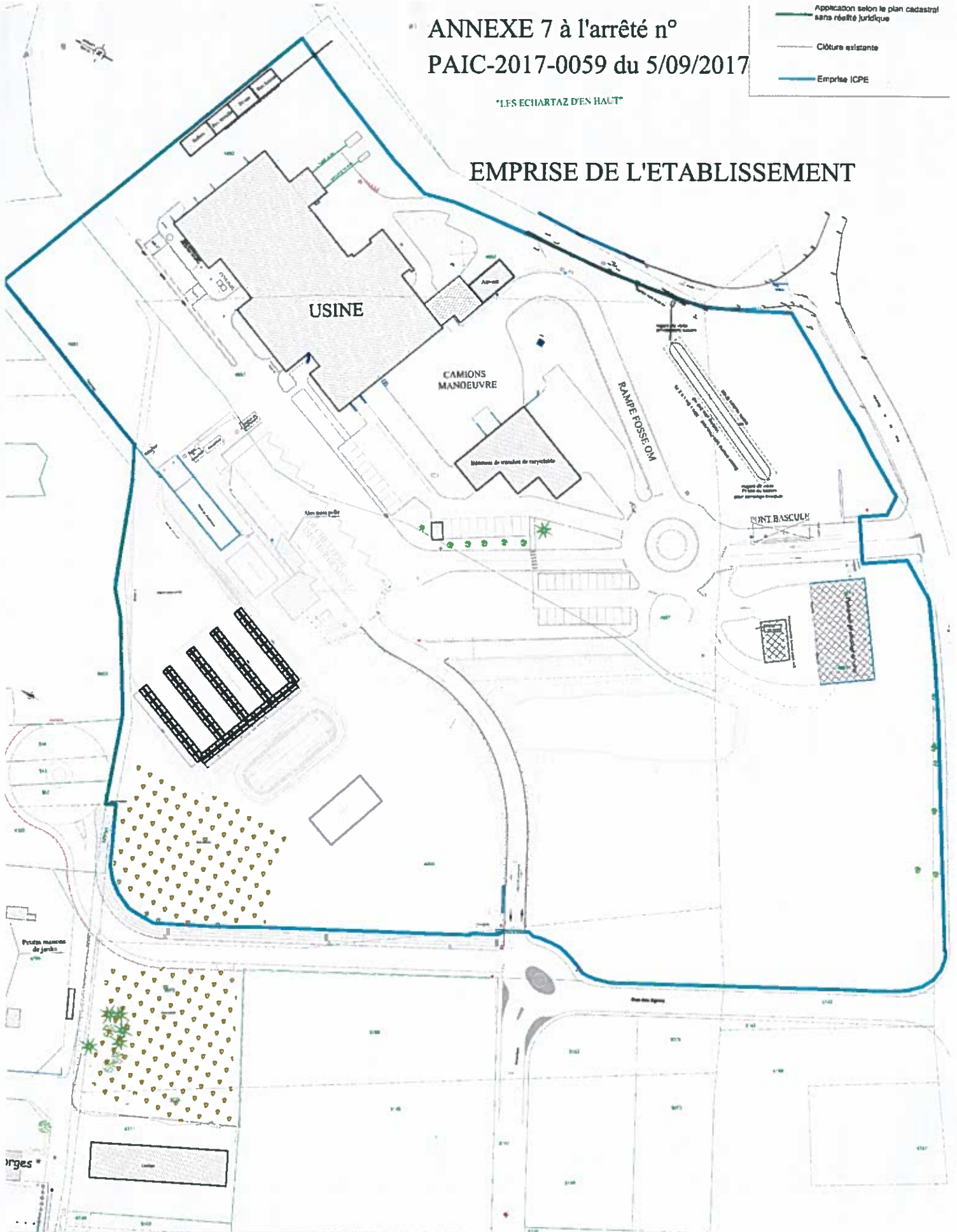
Guillaume DOUHERET

ANNEXE 7 à l'arrêté n°
PAIC-2017-0059 du 5/09/2017

"LES ECHIARTAZ D'EN HAUT"

- Application selon le plan cadastral sans réalité juridique
- Clôture existante
- Emprise ICPE

EMPRISE DE L'ETABLISSEMENT



SITOM DES VALLEES DU MONT BLANC - EMPRISE ICPE AVEC NOUVELLE VOIRIE

Projet établi le 22.08.2017 par N. ROUMEGOUX

Projet vérifié le 22.08.2017 par B. OLLIER

Echelle : 1 / 1000

Format : A3



